

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

F. 99 — 179

[S - C - 99/21015]

15 JANVIER 1999

Loi portant des dispositions budgétaires et diverses (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.
Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit:

TITRE Ier — Disposition générale

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

TITRE II — De l'Intérieur

CHAPITRE Ier — Agence fédérale de contrôle nucléaire Cession des droits et obligations

Art. 2. A l'article 31 de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de contrôle nucléaire, un alinéa nouveau est inséré après l'alinéa 3, rédigé comme suit :

« Sans préjudice des dispositions de l'article 45, § 1^{er}, l'Agence reprend tous les biens, droits et obligations acquis ou contractés par l'Etat moyennant des moyens financiers acquis en vertu de l'article 3bis, § 1^{er}, 1°, de la loi précitée du 29 mars 1958. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de transfert de la propriété des possessions de ces services. Les archives des services fédéraux et provinciaux dont les compétences sont transférées à l'Agence conformément, soit aux articles 14 et 51, soit à l'article 16, reviennent à l'Agence. »

Art. 3. L'article 35 de la même loi est complété par un alinéa nouveau, rédigé comme suit :

« Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, préciser des règles plus détaillées relatives à la composition et au fonctionnement des organes d'administration et d'avis de l'Agence. »

Art. 4. Le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur des dispositions du présent chapitre.

CHAPITRE II — Contrats de sécurité

Art. 5. A l'article 1^{er}, § 2^{quater}, alinéa 2, de la loi du 1^{er} août 1985 portant des dispositions sociales, inséré par l'article 70 de la loi du 30 mars 1994, les mots « 3 000 millions de francs par an » sont remplacés par les mots « 3 350 millions de francs par an à partir du 1^{er} janvier 1998 ».

Art. 6. A l'article 89 de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, remplacé par la loi du 26 juillet 1996, les mots « 3 000 millions » au § 2, alinéa 1^{er}, sont remplacés par les mots « à partir du 1^{er} janvier 1998, 3 350 millions de francs par an ».

CHAPITRE III — Services d'incendie

Art. 7. A l'article 10 de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile, modifié par la loi du 11 janvier 1984, sont apportées les modifications suivantes :

1° après l'alinéa 3, il est inséré un nouvel alinéa, rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'article 256 de la Nouvelle loi communale, la commune-centre d'un groupe régional participe aux frais des services d'incendie pour une quote-part, fixée par le gouverneur de la province conformément aux normes déterminées par le ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions »;

2° dans l'alinéa 4 qui devient l'alinéa 5, les mots « par dérogation à l'article 256 de la Nouvelle loi communale » sont insérés après les mots « annuelle, fixée »;

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

N. 99 — 179

[S - C - 99/21015]

15 JANUARI 1999

Wet houdende budgettaire en diverse bepalingen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt:

TITEL I — Algemene bepaling

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

TITEL II — Binnenlandse Zaken

HOOFDSTUK I — Federaal Agentschap voor nucleaire controle Overdracht van rechten en verplichtingen

Art. 2. In artikel 31 van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor nucleaire controle, wordt na het derde lid een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt:

« Onverminderd de bepalingen van artikel 45, § 1, neemt het Agentschap het geheel van de goederen, rechten en verplichtingen over, die werden verworven of aangegaan door de Staat middels de financiële middelen verworven krachtens artikel 3bis, § 1, 1°, van voornoemde wet van 29 maart 1958. De Koning bepaalt, bij in Ministerraad overlegd besluit, de modaliteiten van de eigendomsoverdracht van de bezittingen van deze diensten. De archieven van de federale en provinciale diensten waarvan de bevoegdheden overgedragen worden aan het Agentschap overeenkomstig, hetzij de artikelen 14 en 51, hetzij artikel 16, komen toe aan het Agentschap. »

Art. 3. Artikel 35 van dezelfde wet wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt :

« De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, nadere regels bepalen omtrent de samenstelling en de werking van de bestuurs- en adviesorganen van het Agentschap. »

Art. 4. De Koning bepaalt de datum waarop de bepalingen van dit hoofdstuk in werking treden.

HOOFDSTUK II — Veiligheidscontracten

Art. 5. In artikel 1, § 2^{quater}, tweede lid, van de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen, ingevoegd bij artikel 70 van de wet van 30 maart 1994, worden de woorden « 3 000 miljoen frank per jaar » vervangen door de woorden « 3 350 miljoen frank per jaar met ingang van 1 januari 1998 ».

Art. 6. In artikel 89 van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, vervangen bij de wet van 26 juli 1996, worden in § 2, eerste lid, de woorden « 3 000 miljoen frank » vervangen door de woorden « met ingang van 1 januari 1998, 3 350 miljoen frank per jaar ».

HOOFDSTUK III — Brandweerdiensten

Art. 7. In artikel 10 van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, gewijzigd bij de wet van 11 januari 1984, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° na het derde lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« In afwijking van artikel 256 van de Nieuwe gemeentewet, neemt de gemeente-centrum van een gewestelijke groep deel in de kosten van de brandweerdiensten met een aandeel, vastgesteld door de provinciegouverneur overeenkomstig de normen die zijn bepaald door de minister tot wiens bevoegdheid de Binnenlandse Zaken behoren »;

2° in het vierde lid, dat het vijfde lid wordt, worden na de woorden « de jaarlijkse bijdrage die » de woorden «, in afwijking van artikel 256 van de Nieuwe gemeentewet,» ingevoegd;

3° après l'alinéa 4, qui devient l'alinéa 5, il est inséré un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Le gouverneur de la province notifie, selon le cas, à chaque commune la quote-part ou le montant de la redevance qu'il lui incombe de supporter et l'invite à donner son avis dans les soixante jours. L'avis favorable ou le défaut d'avis du conseil communal, vaut accord sur le prélèvement de la somme due sur un compte ouvert au nom de la commune auprès d'un organisme financier. En cas d'avis défavorable du conseil communal, le gouverneur de la province décide et notifie sa décision au conseil communal. Si dans les quarante jours de la notification, le conseil communal refuse ou néglige de se conformer à cette dernière décision, le prélèvement est effectué conformément à l'article 11, alinéa 3. »

Art. 8. Dans l'article 11 de la même loi, l'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant :

« La somme due prévue à l'article 10 est transférée, sur réquisition du gouverneur de province compétent, d'un compte ouvert auprès d'un organisme financier par la commune débitrice sur un compte ouvert auprès d'un organisme financier par la commune créancière. »

Art. 9. L'article 7 produit ses effets le 1^{er} janvier 1977, sauf à l'égard des procédures contentieuses engagées avant la publication de la présente loi.

TITRE III — Dispositions budgétaires

CHAPITRE Ier — Prélèvement sur la cotisation spéciale pour la sécurité sociale

Art. 10. A l'article 110, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, modifié par l'article 82 de la loi du 20 décembre 1995, et l'arrêté royal du 8 août 1997, les mots « après déduction de 2 500 millions de francs au profit du Budget des Voies et Moyens » sont supprimés.

Art. 11. L'article 10 produit ses effets le 1^{er} janvier 1998.

CHAPITRE II — Cotisation exceptionnelle à charge des producteurs d'électricité

Art. 12. § 1^{er}. Pour l'exercice d'imposition 1999, les producteurs d'électricité visés à l'article 34 de la loi du 28 décembre 1990 relative à diverses dispositions fiscales et non-fiscales, sont redevables, outre de la cotisation spéciale visée à l'article 35 de la loi précitée, modifié par la loi du 28 décembre 1992 et par la loi du 20 décembre 1995, d'une cotisation exceptionnelle de 1 500 millions de francs.

L'article 35, § 2, de la même loi est applicable pour la détermination de la quotité de la cotisation exceptionnelle due par chaque producteur d'électricité.

Les dispositions des articles 36 et 37 de la même loi sont également applicables à ladite cotisation exceptionnelle.

§ 2. Le montant de la cotisation précitée est attribuée au Budget des Voies et Moyens.

CHAPITRE III — Consolidation des actifs financiers des administrations publiques

Art. 13. A l'article 2 de l'arrêté royal du 15 juillet 1997 portant des mesures de consolidation des actifs financiers des administrations publiques, prises en application des articles 2, § 1^{er}, et 3, § 1^{er}, 6°, et § 2, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, il est ajouté un alinéa 2, rédigé comme suit :

« Lorsqu'il s'agit d'un organisme de sécurité sociale de droit privé, le Conseil national du travail sera consulté avant que cet organisme soit ajouté à la liste de l'article 1^{er}. »

TITRE IV — Communications et infrastructure

CHAPITRE Ier — Rationalisation de la gestion de l'aéroport de Bruxelles-National

Art. 14. A l'article 8, § 2, de la loi du 19 décembre 1997 visant à rationaliser la gestion de l'aéroport de Bruxelles-National, les mots « six mois » sont remplacés par les mots « neuf mois ».

3° na het vierde lid, dat het vijfde lid wordt, wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De provinciegouverneur deelt, naargelang het geval, aan elke gemeente mede welk aandeel of welke bijdrage zij te dragen heeft met het verzoek binnen zestig dagen advies uit te brengen. Het gunstig advies of de ontstentenis van advies vanwege de gemeenteraad houdt in dat hij akkoord gaat met de opneming van de verschuldigde som van een rekening, welke bij een financiële instelling op naam van de gemeente is geopend. Bij ongunstig advies van de gemeenteraad beslist de provinciegouverneur en brengt hij zijn beslissing ter kennis van de gemeenteraad. Wanneer binnen veertig dagen na de kennisgeving, de gemeenteraad weigert of verzuimt deze laatste beslissing op te volgen, wordt de opneming verricht op de wijze bepaald in artikel 11, derde lid. »

Art. 8. In artikel 11 van dezelfde wet wordt het derde lid vervangen door het volgende lid:

« De verschuldigde som waarvan sprake in artikel 10 wordt, op vordering van de bevoegde provinciegouverneur, overgebracht van een rekening, geopend bij een financiële instelling door de gemeente die de som verschuldigd is op een rekening geopend bij een financiële instelling door de gemeente-schuldeiseres. »

Art. 9. Artikel 7 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1977, behoudens voor de geschillen die aanhangig zijn gemaakt vóór de bekendmaking van deze wet.

TITEL III — Budgettaire bepalingen

HOOFDSTUK I — Voorafname van de bijzondere bijdrage voor de sociale zekerheid

Art. 10. In artikel 110, § 1, tweede lid, van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, gewijzigd bij de wet van 20 december 1995 en het koninklijk besluit van 8 augustus 1997, worden de woorden « na voorafname van 2 500 miljoen frank ten voordele van de Rijksmiddelenbegroting » geschrapt.

Art. 11. Artikel 10 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1998.

HOOFDSTUK II — Buitengewone aanslag ten laste van de elektriciteitsproducenten

Art. 12. § 1. Voor het aanslagjaar 1999 zijn de elektriciteitsproducenten, bedoeld in artikel 34 van de wet van 28 december 1990 betreffende verscheidene fiscale en niet-fiscale bepalingen, bovenop de bijzondere aanslag bedoeld in artikel 35 van voornoemde wet, gewijzigd door de wet van 28 december 1992 en de wet van 20 december 1995, een buitengewone aanslag verschuldigd van 1 500 miljoen frank.

Voor de berekening van het gedeelte van de buitengewone aanslag die per elektriciteitsproducent moet worden geheven, is artikel 35, § 2, van dezelfde wet van overeenkomstige toepassing.

De bepalingen van de artikelen 36 en 37 van dezelfde wet zijn eveneens van toepassing op deze buitengewone aanslag.

§ 2. Het bedrag van voornoemde aanslag wordt toegewezen aan de Rijksmiddelenbegroting.

HOOFDSTUK III — Consolidatie van de financiële activa van de overheid

Art. 13. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 15 juli 1997 houdende maatregelen tot consolidatie van de financiële activa van de overheid, genomen met toepassing van de artikelen 2, § 1, en 3, § 1, 6°, en § 2, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Wanneer het gaat om een sociale zekerheidsinstelling van privaatrecht, zal, alvorens die instelling wordt toegevoegd aan de lijst vermeld in artikel 1, de Nationale Arbeidsraad worden geconsulteerd. »

TITEL IV — Verkeer en infrastructuur

HOOFDSTUK I — Rationalisering van het beheer van de luchthaven Brussel-Nationaal

Art. 14. In artikel 8, § 2, van de wet van 19 december 1997 tot rationalisering van het beheer van de luchthaven Brussel-Nationaal, worden de woorden « zes maanden » vervangen door de woorden « negen maanden ».

CHAPITRE II — *Prime de cessation d'entreprise
pour les bateliers indépendants qui quittent la profession*

Art. 15. Dans le cadre de l'exécution du Règlement (CEE) n° 1101/89 du Conseil du 27 avril 1989 relatif à l'assainissement structurel dans la navigation intérieure, tel que modifié par le Règlement (CE) n° 2254/96 du Conseil du 19 novembre 1996, le Roi est habilité à octroyer une subvention à l'Office régulateur de la navigation intérieure en vue du paiement d'une prime de cessation d'entreprise à des bateliers indépendants qui quittent la profession et à fixer les conditions à l'octroi de cette prime.

Art. 16. L'article 15 produit ses effets le 1^{er} juillet 1998 et cessera d'être en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de la loi portant confirmation de l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'octroi d'une prime de cessation d'entreprise aux bateliers indépendants.

**TITRE V — Dispositions comptables et financières
concernant la sécurité sociale**

CHAPITRE Ier — *Gestion globale dans la sécurité sociale*

Section Ire — Autorisations d'emprunts

Art. 17. L'article 11bis de l'arrêté royal du 24 octobre 1936 modifiant et coordonnant les statuts de la Caisse de secours et de prévoyance des marins, inséré par la loi du 30 décembre 1992, est abrogé.

Art. 18. L'article 41, alinéa 3, de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Il peut, moyennant autorisation du ministre des Finances et selon les conditions et modalités déterminées par le Roi, contracter des emprunts, excepté pour le régime, visé à l'article 21, § 2, 3°, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés. »

Art. 19. L'article 191, alinéa unique, 23°, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, modifié par la loi du 20 décembre 1995, est abrogé.

Art. 20. A l'article 192, alinéa 4, 1°, j, de la même loi, modifiée par l'arrêté royal du 25 avril 1997, les mots « , et 23° » sont supprimés.

Art. 21. L'article 216 de la même loi est abrogé.

Art. 22. L'article 62, alinéa 2, de la loi du 29 avril 1996 portant des dispositions sociales, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les prêts accordés en vertu de l'article 3, § 1^{er}, a), de l'arrêté royal du 25 septembre 1974 seront remboursés, dans les délais visés à l'article 3, § 3, b), du même arrêté royal, par les institutions concernées au Fonds d'équipements et de services collectifs. »

Art. 23. L'article 57ter, alinéa 2, de la même loi, inséré par la loi du 22 février 1998, est abrogé.

Art. 24. L'article 3bis de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, inséré par l'arrêté royal du 7 novembre 1994, est abrogé.

Art. 25. Les dispositions de la présente section entrent en vigueur le 1^{er} juin 1998, à l'exception des articles 22 et 23, qui produisent leurs effets respectivement le 1^{er} janvier 1997 et le 13 mars 1998.

Section 2 — Secteur AMI-soins de santé — Règlement de transfert du statut social des travailleurs indépendants vers le régime des travailleurs salariés

Art. 26. L'article 7 de l'arrêté royal du 18 novembre 1996 visant l'introduction d'une gestion financière globale dans le statut social des travailleurs indépendants, en application du chapitre I^{er} du Titre VI de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, est complété par un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. Par dérogation aux dispositions du § 2, la valeur de A est fixée à 3 447,6 millions de francs pour le calcul du montant de transfert pour 1998. »

Art. 27. L'article 26 produit ses effets le 1^{er} janvier 1998.

HOOFDSTUK II
*Bedrijfsbeëindigingspremie voor de zelfstandige binnenschippers
die het beroep verlaten*

Art. 15. In het kader van de uitvoering van de Verordening (EEG) nr. 1101/89 van de Raad van 27 april 1989 betreffende de structurele sanering van de binnenvaart, zoals gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 2254/96 van de Raad van 19 november 1996, wordt de Koning gemachtigd om een toelage toe te kennen aan de Dienst voor regeling der binnenvaart met het oog op de uitbetaling van een bedrijfsbeëindigingspremie aan zelfstandige binnenschippers die het beroep verlaten en de voorwaarden vast te leggen om deze premie toe te kennen.

Art. 16. Artikel 15 heeft uitwerking met ingang van 1 juli 1998 en houdt op uitwerking te hebben de dag waarop de wet houdende bekrachtiging van het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de toekenning van een bedrijfsbeëindigingspremie aan zelfstandige binnenschippers, in werking treedt.

**TITEL V — Boekhoudkundige en financiële bepalingen
betreffende de sociale zekerheid**

HOOFDSTUK I — *Globaal beheer in de sociale zekerheid*

Afdeling 1 — Leningsmachtigingen

Art. 17. Artikel 11bis van het koninklijk besluit van 24 oktober 1936 houdende wijziging en samenordering van de statuten van de Hulp- en Voorzorgskas voor zeevarenden, ingevoegd bij de wet van 30 december 1992, wordt opgeheven.

Art. 18. Artikel 41, derde lid, van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, wordt vervangen door het volgende lid :

« Hij kan, mits machtiging van de minister van Financiën en volgens door de Koning vastgestelde voorwaarden en modaliteiten, leningen aangaan, behalve voor de regeling, bedoeld in artikel 21, § 2, 3°, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers. »

Art. 19. Artikel 191, enig lid, 23°, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, gewijzigd bij de wet van 20 december 1995, wordt opgeheven.

Art. 20. In artikel 192, vierde lid, 1°, j, van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 april 1997, worden de woorden « , en 23° , » geschrapt.

Art. 21. Artikel 216 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 22. Artikel 62, tweede lid, van de wet van 29 april 1996 houdende sociale bepalingen, wordt vervangen door het volgende lid :

« De leningen toegekend krachtens artikel 3, § 1, a), van het koninklijk besluit van 25 september 1974 worden binnen de in artikel 3, § 3, b), van hetzelfde besluit bedoelde termijnen terugbetaald door de betrokken instellingen aan het Fonds voor collectieve uitrustingen en diensten. »

Art. 23. Artikel 57ter, tweede lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 22 februari 1998, wordt opgeheven.

Art. 24. Artikel 3bis van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 7 november 1994, wordt opgeheven.

Art. 25. De bepalingen van deze afdeling treden in werking op 1 juni 1998, met uitzondering van de artikelen 22 en 23 die uitwerking hebben met ingang van respectievelijk 1 januari 1997 en 13 maart 1998.

Afdeling 2 — Sector ZIV-gezondheidszorg — Transfertieregeling van het sociaal statuut der zelfstandigen naar de algemene regeling der werknemers

Art. 26. Artikel 7 van het koninklijk besluit van 18 november 1996 strekkende tot invoering van een globaal financieel beheer in het sociaal statuut der zelfstandigen, met toepassing van hoofdstuk I van Titel VI van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, wordt aangevuld met een § 4, luidend als volgt :

« § 4. In afwijking op de bepalingen van § 2, wordt de waarde van A bepaald op 3 447,6 miljoen frank voor de berekening van het bedrag van de overdracht voor 1998. »

Art. 27. Artikel 26 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1998.

CHAPITRE II — *Dispositions diverses**Section Ire* — Adaptation
du montant légal maximum du MARIBEL social

Art. 28. A l'article 35, § 5, alinéa 2, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, inséré par la loi du 22 décembre 1995 et modifié par les lois des 26 juillet 1996, 6 décembre 1996 et 13 février 1998, le montant de « 9 300 francs » est remplacé par le montant de « 9 750 francs ».

Section 2 — Redistribution du travail dans le secteur public

Art. 29. Un article 14 est inséré dans la loi du 3 décembre 1997 modifiant la loi du 10 avril 1995 concernant la redistribution du travail dans le secteur public, rédigé comme suit :

« Art. 14. La présente loi produit ses effets le 1^{er} janvier 1998. »

Section 3 — Remboursement
de certains coûts de la carte d'identité sociale

Art. 30. A l'article 165 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, est inséré un dixième alinéa, libellé comme suit :

« Le Roi détermine les conditions selon lesquelles les offices de tarification répartissent entre les pharmaciens affiliés chez eux, le remboursement accordé par les autorités, de certains coûts liés à l'introduction de la carte d'identité sociale, instaurée par l'arrêté royal du 18 décembre 1996 portant des mesures en vue d'instaurer une carte d'identité sociale à l'usage de tous les assurés sociaux, en application des articles 38, 40, 41 et 49 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, confirmé par la loi du 26 juin 1997. »

Chapitre III — *Emploi et travail**Section Ire* — Précision
des missions du Fonds pour l'emploi

Art. 31. Dans le tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des Fonds budgétaires, modifié par l'article 5 de la loi du 24 décembre 1993 :

— à la deuxième colonne, en regard du fonds « 23-3. Fonds pour l'emploi », les mots « et par le Fonds social européen belge » sont insérés entre les mots « sécurité sociale » et « au fonds »;

— à la troisième colonne, en regard du fonds « 23-3. Fonds pour l'emploi », le texte qui suit est ajouté :

« Financement d'actions de promotion et encadrement de l'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés et remboursement de l'indû au Fonds social européen. »

Art. 32. A l'article 6, § 2, de l'arrêté royal du 27 janvier 1997 contenant des mesures pour l'emploi, en application de l'article 7, § 2, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité, les mots « à partir du 1^{er} février 1995 au Fonds pour l'emploi, seront utilisés » sont remplacés par les mots « au et à partir du 1^{er} février 1995 seront utilisés pour la promotion et l'encadrement de l'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés et ».

Art. 33. A l'article 7 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

— au 1^o, les mots « pour l'accompagnement de chômeurs auxquels s'applique un plan d'accompagnement individuel. » sont ajoutés après le mot « utilisées »;

— au 2^o, les mots « pour l'accompagnement de chômeurs auxquels s'applique un plan d'accompagnement individuel, » sont insérés entre les mots « 2^o, » et « les modalités »;

— au 3^o, les mots « et notamment la part du produit des cotisations visé à l'article 6, § 2, affecté à des actions de promotion et d'encadrement de l'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés. » sont ajoutés in fine.

Art. 34. Les dispositions de la présente section produisent leurs effets le 1^{er} avril 1998.

HOOFDSTUK II — *Diverse bepalingen**Afdeling 1* — Aanpassing
van het wettelijk maximaal bedrag sociale MARIBEL

Art. 28. In artikel 35, § 5, tweede lid, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, ingevoegd bij de wet van 22 december 1995, gewijzigd bij de wetten van 26 juli 1996, 6 december 1996 en 13 februari 1998, wordt het bedrag « 9 300 frank » vervangen door het bedrag « 9 750 frank ».

Afdeling 2 — Herverdeling
van de arbeid in de openbare sector

Art. 29. Een artikel 14 wordt in de wet van 3 december 1997 tot wijziging van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector, ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 14. Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1998. »

Afdeling 3 — Vergoeding
van bepaalde kosten van de sociale identiteitskaart

Art. 30. In artikel 165 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wordt een tiende lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De Koning bepaalt de voorwaarden volgens welke de tarifieringsdiensten de door de overheid toegekende vergoeding van bepaalde kosten, verbonden aan de invoering van de sociale identiteitskaart, ingesteld bij het koninklijk besluit van 18 december 1996 houdende maatregelen met het oog op de invoering van een sociale identiteitskaart ten behoeve van alle sociaal verzekerden, met toepassing van de artikelen 38, 40, 41 en 49 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de wettelijke pensioenstelsels, onder de bij hen aangesloten apothekers verdelen. »

HOOFDSTUK III — *Tewerkstelling en arbeid**Afdeling 1* — Nadere bepaling
van de opdrachten van het Tewerkstellingsfonds

Art. 31. In de tabel, gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van Begrotingsfondsen, gewijzigd bij artikel 5 van de wet van 24 december 1993 :

— worden in de tweede kolom, tegenover het fonds « 23-3. Tewerkstellingsfonds », tussen de woorden « sociale zekerheid » en « naar » de woorden « en door het Belgisch Europees Sociaal Fonds » ingelast;

— wordt in de derde kolom, tegenover het fonds « 23-3. Tewerkstellingsfonds », de volgende tekst toegevoegd :

« Financiering van acties ter bevordering en omkadering van het leerlingwezen voor beroepen uitgeoefend door werknemers in loondienst en terugbetaling aan het Europees Sociaal Fonds van bedragen die ten onrechte werden uitgekeerd. »

Art. 32. In artikel 6, § 2, van het koninklijk besluit van 27 januari 1997 houdende maatregelen ter bevordering van de werkgelegenheid, met toepassing van artikel 7, § 2, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen, worden de woorden « vanaf 1 februari 1995 in het Tewerkstellingsfonds beschikbaar zijn, aangewend » vervangen door de woorden « op en vanaf 1 februari 1995 in het Tewerkstellingsfonds beschikbaar zijn, aangewend voor de bevordering en de omkadering van het leerlingwezen voor beroepen uitgeoefend door werknemers in loondienst en ».

Art. 33. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

— in 1^o worden de woorden « voor de begeleiding van werklozen op wie een individueel begeleidingsplan van toepassing is. » toegevoegd na het woord « aangewend »;

— in 2^o worden tussen de woorden « 2^o » en « de nadere » de woorden « wat de begeleiding van werklozen op wie een individueel begeleidingsplan van toepassing is, » ingelast;

— in 3^o worden de woorden « en meer bepaald het deel van de opbrengst van de bijdragen, bedoeld in artikel 6, § 2, die aan acties ter bevordering en omkadering van het leerlingwezen voor beroepen uitgeoefend door werknemers in loondienst aangewend worden. » toegevoegd in fine.

Art. 34. De bepalingen van deze afdeling hebben uitwerking met ingang van 1 april 1998.

Section 2 — Transfert des « réserves-ALE » pour 1997 et 1998

Art. 35. Auprès de l'Office national de l'emploi, un montant de 500 millions de francs pour l'exercice 1997 et un montant de 200 millions de francs pour l'exercice 1998 est affecté comme recettes propres au financement des dépenses de chômage sur la base des réserves du régime des Agences locales pour l'emploi.

TITRE V. — Régie des Bâtiments

Art. 36. A l'article 2 de la loi du 1^{er} avril 1971 portant création d'une Régie des Bâtiments, modifié par la loi du 28 décembre 1973, la loi du 22 décembre 1989, la loi du 20 juillet 1990 et l'arrêté royal du 18 novembre 1996, les alinéas suivants sont insérés après l'alinéa 3, rédigés comme suit :

« Le Roi peut, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, autoriser la Régie des Bâtiments à donner à des bâtiments, appartenant à l'Etat et gérés par la Régie, une affectation autre que le logement des services précités.

Cette autorisation n'est accordée que dans des circonstances exceptionnelles. L'affectation doit être adaptée matériellement au bien et poursuivre un but d'intérêt général.

L'arrêté royal détermine les investissements que la Régie est autorisée à réaliser, ainsi que les conditions d'occupation.

Dans les douze mois de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal, un rapport reprenant le texte de l'arrêté est déposé devant les Chambres législatives. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 15 janvier 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
J.-L. DEHAENE

Le Ministre de l'Economie,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre, chargé de l'Energie,
J.-P. PONCELET

Le Ministre du Budget,
H. VAN ROMPUY

Le Ministre de la Santé publique,
M. COLLA

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises,
K. PINXTEN

Le Ministre des Transports,
M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

Le Secrétaire d'Etat à la Sécurité,
à l'Intégration sociale et à l'Environnement,
J. PEETERS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Afdeling 2 — Overdracht van « PWA-reserves » voor 1997 en 1998

Art. 35. Bij de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening wordt van de reserves, opgebouwd bij het stelsel van de Plaatselijke Werkgelegenheidsagentschappen, in 1997 500 miljoen frank en in 1998 200 miljoen frank, aangewend als eigen ontvangsten voor de financiering van de werkloosheidsuitgaven.

TITEL VI — Regie der Gebouwen

Art. 36. In artikel 2 van de wet van 1 april 1971 houdende oprichting van een Regie der Gebouwen, zoals gewijzigd bij de wet van 28 december 1973, de wet van 22 december 1989, de wet van 20 juli 1990 en het koninklijk besluit van 18 november 1996, worden na het derde lid de volgende leden ingevoegd, luidend als volgt :

« De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, aan de Regie toestemming verlenen om gebouwen, eigendom van de Staat en beheerd door de Regie, een andere bestemming te geven dan de huisvesting van bovenvermelde diensten.

Die toestemming wordt slechts in uitzonderlijke gevallen verleend. De bestemming moet materieel aan het gebouw zijn aangepast en het algemeen belang ten goede komen.

Het koninklijk besluit bepaalt de investeringen waartoe de Regie wordt gemachtigd en de bezettingsvoorwaarden.

Binnen twaalf maanden na de inwerkingtreding van het koninklijk besluit wordt bij de Wetgevende Kamers een verslag ingediend dat de tekst van het besluit overneemt. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 15 januari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
J.-L. DEHAENE

De Minister van Economie,
E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister, belast met Energie,
J.-P. PONCELET

De Minister van Begroting,
H. VAN ROMPUY

De Minister van Volksgezondheid,
M. COLLA

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

De Minister van Vervoer,
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

De Staatssecretaris voor Veiligheid,
Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu,
J. PEETERS

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

Note

(1) *Session ordinaire 1997-1998.*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 1585/1. — Amendements, n° 1585/2 et 3. — Rapports, n° 1585/4 à 7. — Texte adopté par les Commissions, n° 1585/8. — Amendements, n° 1585/9 et 10. — Articles adoptés en séance plénière, n° 1585/11. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 1585/12. — Décisions de la Commission parlementaire de concertation, n° 82/33.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 8, 9 et 16 juillet 1998.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1-1067/1.

Session 1998-1999.

Sénat.

Documents parlementaires. — Amendements, n° 1-1067/2. — Rapports n° 1-1067/3 et 4. — Amendements, n° 1-1067/5. — Rapport, n° 1-1067/6. — Texte amendé par les Commissions, n° 1-1067/7. — Amendements, n° 1-1067/8 à 10. — Articles amendés en séance plénière, n° 1-1067/11. — Texte amendé en séance plénière et renvoyé à la Chambre des représentants, n° 1-1067/12. — Décisions de la Commission parlementaire de concertation, n° 1-82/33, 34, 36 et 37.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 26 novembre et 3 décembre 1998.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet amendé par le Sénat, n° 1585/13. Rapport, n° 1585/14. — Texte adopté en séance plénière, n° 1585/15.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 7 janvier 1999.

Nota

(1) *Gewone zitting 1997-1998.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire Stukken. — Ontwerp van wet, nr. 1585/1. — Amendementen, nr. 1585/2 en 3. — Verslagen, nr. 1585/4 tot 7. — Tekst aangenomen door de Commissies, nr. 1585/8. — Amendementen, nr. 1585/9 en 10. — Artikelen aangenomen in plenaire vergadering, nr. 1585/11. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 1585/12. — Beslissingen van de Parlementaire Overlegcommissie, nr. 82/33.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en goedkeuring. Vergaderingen van 8, 9 en 16 juli 1998.

Senaat.

Parlementaire Stukken. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1067/1.

Zitting 1998-1999.

Senaat.

Parlementaire Stukken. — Amendementen, nr. 1-1067/2. — Verslagen, nr. 1-1067/3 en 4. — Amendementen, nr. 1-1067/5. — Verslag, nr. 1-1067/6. — Tekst geamendeerd door de Commissies, nr. 1-1067/7. — Amendementen, nr. 1-1067/8 tot 10. — Artikelen aangenomen in plenaire vergadering, nr. 1-1067/11. — Tekst geamendeerd in plenaire vergadering en teruggezonden naar de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1067/12. — Beslissingen van de Parlementaire Overlegcommissie, nr. 1-82/33, 34, 36 en 37.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en goedkeuring. Vergaderingen van 26 november en 3 december 1998.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire Stukken. — Ontwerp geamendeerd door de Senaat, nr. 1585/13. — Verslag, nr. 1585/14. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering, nr. 1585/15.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en goedkeuring. Vergadering van 7 januari 1999.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

F. 99 — 180

[C - 99/09035]

22 DECEMBRE 1998. — Loi accordant des naturalisations

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. En application de la loi du 28 juin 1984 relative à certains aspects de la condition des étrangers et instituant le Code de la nationalité belge et en application de l'article 18 de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation prévue à l'article 82 de la Constitution et modifiant les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la naturalisation est accordée à :

M'Rabet Tamsamani, Ghita, née à Tanger-Fahs (Maroc) le 29 septembre 1962.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 22 décembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 99 — 180

[C - 99/09035]

22 DECEMBER 1998. — Wet die naturalisaties verleent

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. Bij toepassing van de wet van 28 juni 1984 betreffende sommige aspecten van de toestand van de vreemdelingen en houdende invoering van het Wetboek van de Belgische nationaliteit en overeenkomstig artikel 18 van de wet van 6 april 1995 houdende inrichting van de parlementaire overlegcommissie bedoeld in artikel 82 van de Grondwet en tot wijziging van de gecoördineerde wetten op de Raad van State wordt de naturalisatie verleend aan :

M'Rabet Tamsamani, Ghita, geboren te Tanger-Fahs (Marokko) op 29 september 1962.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 december 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS